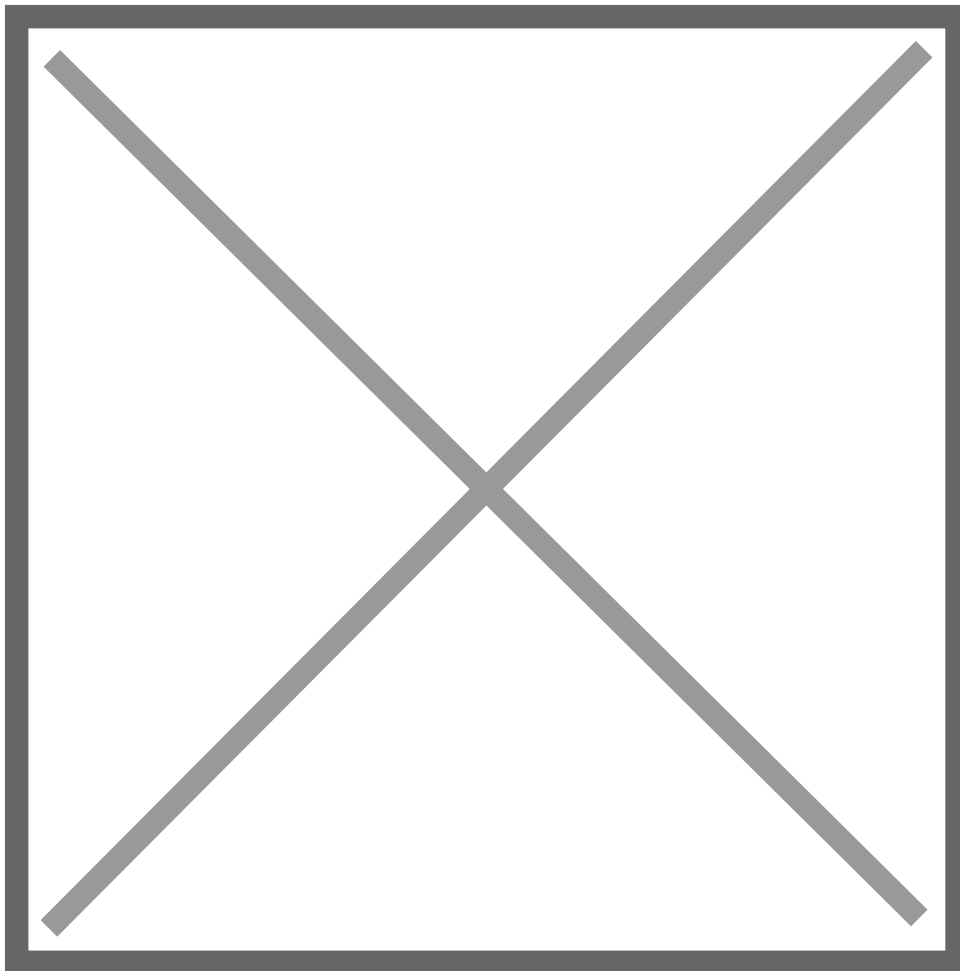

Utiliser lâ??indigÃ©nÃ©itÃ© dans le combat pour la libÃ©ration palestinienne

Description

par Ahmad Amara et Yara Hawari â?? 8 aoÃ»t 2019

RÃ©sumÃ©



Des agriculteurs palestiniens plantent des oliviers lors dâ??une manifestation contre le dÃ©racinement dâ??arbres appartenant Ã des Palestiniens par des colons juifs prÃ>s de la colonie de Shelo dans le village de Qosra en Cisjordanie prÃ>s de Naplouse, le 23 janvier 2011. Photo de Wagdi Eshtayah

Lors de la JournÃ©e des peuples autochtones en 2018, plusieurs organisations palestiniennes des droits humains ont publiÃ© une [dÃ©claration](#) qui appelait la communautÃ© internationale Ã « Ã recadrer lâ??histoire autochtone comme dÃ©but nÃ©cessaire de la rÃ©conciliation historique et processus de dÃ©colonisation collectivement Ã©mancipatoire Ã ». La dÃ©claration dÃ©montrait

comment l'indigénisme a récemment émergé dans le discours sur la Palestine et est devenue une composante centrale de la mobilisation politique. Elle soulignait aussi les liens croissants entre les Palestiniens et les communautés autochtones dans le monde entier ainsi la nature collective de la décolonisation, les deux aspects constituant des outils importants dans le combat en cours contre le colonialisme d'occupation dans le monde.

Mais qu'est-ce que cela signifie en pratique pour les Palestiniens engagés dans la lutte de libération et comment peut-on exploiter pour promouvoir la souveraineté et les droits palestiniens ?

Ce commentaire discute ces questions en précisant les notions de colonialisme d'occupation et d'indigénisme, et la relation entre les deux en explorant le développement du colonialisme israélien qui a créé l'indigénisme palestinien. Il discute ensuite les limitations de l'application du droit international aux combats autochtones et conclut par des réflexions sur la manière de mieux incorporer la notion d'indigénisme palestinien dans la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité.

Colonialisme d'occupation et indigénisme

Les différents cas du colonialisme d'occupation ont leurs spécificités, même s'ils ont beaucoup en commun. De fait, alors qu'il y a des caractéristiques uniques à l'expérience coloniale en Palestine, le projet sioniste n'est pas exceptionnel dans la mesure où il suit le schéma de l'invasion et de la domination européennes. Semblables à d'autres mouvements de colonisation, les premiers sionistes affirmèrent la supériorité européenne. En même temps, pourtant, ils affirmaient être eux-mêmes des autochtones retournant en Palestine, sur la base de récits bibliques. De cette manière, ils étaient capables de mettre en avant un récit où ils étaient les propriétaires légitimes du pays. Par exemple, la notion que seuls les colons sionistes peuvent faire « fleurir le désert » en Palestine est à la fois une référence au récit biblique et donc à leur prétendue « indigénisme » autochtone, et une référence à leur supériorité ostensible dans la culture et dans la connaissance, ainsi que dans la productivité caractéristique du capitalisme européen.

Le mouvement sioniste a donc utilisé la fois l'indigénisme autochtone biblique et reconnu le sionisme comme une entreprise coloniale. Le leader sioniste Chaim Weizmann a illustré la position coloniale dans cette [déclaration](#) de 1947 :

« D'autres peuples ont colonisé de grands pays, de riches pays. Ils ont trouvé quand ils y sont entrés des populations arriérées. Et ils ont fait ce qu'ils ont fait vis-à-vis de ces populations arriérées ! J'aimerais dire que, comparé au résultat des activités colonisantes des autres peuples, notre impact sur les Arabes n'a pas produit de résultats bien pires que ce qui a été produit par d'autres dans d'autres pays ».

Weizmann et ses pairs ont non seulement reconnu la nature coloniale du sionisme, ils ont aussi considéré les « Arabes de Palestine » avec le même dédain que d'autres colonialistes ont eu envers d'autres peuples autochtones.

Le mouvement sioniste a établi de multiples agences qui ont cherché à aider les juifs européens à s'approprier des terres et à s'installer en Palestine, comme l'Association de colonisation

juive en Palestine. Il s'efforce de dominer les peuples autochtones pour faire de la place aux colons. Les colons tout comme les peuples autochtones ont compris la nature de cette entreprise coloniale. Pendant cette période, de nombreux Palestiniens s'inquiétaient effectivement de la dynamique « installer pour remplacer » derrière le mouvement sioniste et ont continuellement contesté le colonialisme tant britannique que sioniste en Palestine par des manifestations publiques, des pétitions officielles et des écrits dans la presse palestinienne. Deux journaux importants, *Al-Karmil* et *Falastin*, ont fréquemment publié des articles sur le sionisme et son impact sur la Palestine et les Palestiniens.

Ensuite, dans les décennies qui ont suivi la Nakba de 1948, les intellectuels et les révolutionnaires palestiniens ont rencontré la notion d'indigénat en travaillant sur le colonialisme d'occupation. En 1965, Fayez Sayegh a publié un article « Colonialisme sioniste en Palestine », qui décrit Israël comme « un État colon » et explique que sa caractéristique raciste n'est pas acquise mais « inhérente à l'idéologie même du sionisme ». Ce travail, à cette date précocement, est particulièrement important parce qu'il discute de la réalité d'occupation coloniale en Palestine avant l'occupation israélienne en 1967 de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et des Hauteurs du Golan et qu'il insiste sur la nature coloniale de l'entreprise sioniste depuis sa création, à l'encontre de l'hypothèse courante selon laquelle le « problème » vient de l'occupation israélienne de 1967.

Des études allant dans le même sens suivirent l'article de Sayegh ; parmi elles, le livre de George Jabbour, *Settler Colonialism in Southern Africa and the Middle East* (1970), celui de Maxime Rodinson, *Israel: A Settler-Colonial State?* (1973), et celui d'Elia Zureik, *The Palestinians in Israel: A Study of Internal Colonialism* (1979). Ces ouvrages plus tardifs liaient la politique d'Israël avec celle de l'Afrique du Sud de l'apartheid, contribuant à un courant universitaire occidental émergent qui se focalisait sur le colonialisme dans son analyse d'Israël.

Dans un interview de 1982 avec Giles Deleuze, Elias Sanbar, le fondateur du *Journal for Palestine Studies* [déclarait](#) :

« Nous sommes aussi les Indiens d'Amérique des colons juifs de Palestine. A leurs yeux, notre seul et unique rôle consistait à disparaître. Il est certain que l'histoire de l'établissement d'Israël reproduit en cela le processus qui a donné naissance aux Etats-Unis d'Amérique. »

Cette comparaison de la lutte palestinienne à celle des peuples autochtones sur *Turtle Island* (l'île de la tortue, selon le nom donné par beaucoup de peuples autochtones au continent nord-américain) permet de comprendre les structures de pouvoir et de domination que partagent les États coloniaux. Pourtant, le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, partageant l'opinion courante que les peuples autochtones sont vulnérables et primitifs, repoussa cette comparaison aussi tard que dans les années 1980 dans une tentative pour rejeter une notion de défaite et affirmer la détermination du peuple palestinien. Il l'a fait encore dans une occasion peut-être encore plus tristement célèbre en 2004, pendant sa conclusion dans son enceinte de Ramallah, quand il [proclama](#) que les Palestiniens « n'étaient pas des Indiens rouges ».

Pourtant dans les années 1960 et 1970, l'OLP avait principalement modelé son programme, ses buts et ses tactiques sur un autre combat contre le colonialisme d'occupation : le Front de

libération nationale algérien (FLN), qui avait triomphé des colons français. L'OLP, identifiant des structures d'invasion similaires, recherchait la camaraderie et l'expertise des leaders algériens. L'OLP chercherait aussi plus tard des liens avec l'ANC dans leur lutte contre l'apartheid la structure de gouvernement adoptée par le régime colonial d'occupation sud-africain.

[Cette comparaison de la lutte palestinienne à celle des peuples autochtones sur Turtle Island \(selon le nom donné par beaucoup de peuples autochtones d'Amérique du Nord\) permet de comprendre les structures de pouvoir et de domination que partagent les États coloniaux. Cliquez ici pour twitter](#)

Cependant, les universitaires et les leaders palestiniens ont mis en pause pendant plusieurs décennies l'application du paradigme colonial à la Palestine et l'affiliation aux luttes de décolonisation. Alors que, pendant la première phase du colonialisme, ils avaient lié l'idéologie historique et politique du sionisme et la création d'Israël au projet politique de la libération palestinienne, ils se sont focalisés dans la deuxième phase sur l'idéologie et les structures politiques sionistes en termes de politique territoriale, de possession, de judaïsation et d'infrastructures de contrôle. Cela s'est produit particulièrement avec l'avènement des Accords d'Oslo au début des années 1990: ils mettaient en scène le colonialisme israélien comme un conflit entre deux mouvements nationaux qui trouveraient la paix dans un paradigme à deux États. En même temps, la société civile palestinienne a grandi et les ONGs ont commencé à se focaliser sur la manière d'atteindre la liberté dans le cadre du droit international, par des revendications basées sur les droits. Les limitations de ce cadre deviendraient rapidement claires : non seulement il omettait des concepts comme ceux de libération et de souveraineté, mais il limitait aussi la discussion de la Palestine et des Palestiniens aux territoires de 1967.

La décennie passée a vu une émergence du colonialisme d'occupation comme un outil académique et analytique pour examiner Israël. L'établissement du journal *Settler Colonial Studies*, plusieurs ouvrages collectifs, et une augmentation des événements académiques et de la production de recherche centrés sur ce thème ont institutionnalisé le colonialisme comme champ académique. Cependant, il y a une notable différence entre la focalisation renouvelée sur le colonialisme et son utilisation passée comme partie d'une pratique révolutionnaire. Les premiers ouvrages étaient liés au projet politique de l'OLP dont l'objectif à l'époque était de libérer toute la Palestine historique du colonialisme sioniste d'occupation. Par contraste, les travaux de recherche récents ont émergé du monde universitaire occidental : celui-ci n'est pas seulement de plus en plus néolibéral, il tend aussi à favoriser une « dé-politisation » de la recherche. Les travaux qui contestent cet environnement en cherchant à politiser et à démanteler les hiérarchies de connaissance ont une rude bataille à mener.

Le projet israélien sioniste est un projet d'expansion et d'effacement de la population palestinienne autochtone. Le travail universitaire utilisant ce cadre analytique a augmenté, mais l'indignité n'a pas connu le même niveau d'engagement que le colonialisme, bien que le paradigme colonial en ait besoin. Alors que le [cadre conceptuel du] colonialisme d'occupation s'adresse à la structure actuelle de la violence de l'État d'Israël et décrit une situation de continuel remplacement, l'indignité s'adresse à la vie avant cette structure, à la résistance pendant [qu'elle est en place] et aux visions du futur. En d'autres termes, l'indignité aide les Palestiniens à exprimer ce qu'ils défendent et

ce qu'ils veulent.

De fait, les peuples autochtones sont ceux qui ont souffert de l'invasion coloniale et qui continuent à souffrir des structures d'élimination qui l'ont suivie. Dans son poème de 1992 « L'avant-dernier discours de l'Homme rouge à l'Homme blanc », le poète palestinien Mahmoud Darwish décrit la logique coloniale de pouvoir et d'effacement, et, contrairement à Arafat, compare le cas palestinien au cas américain, adoptant la voix d'un autochtone américain et pointant une structure complètement dominante et perpétuelle¹ :

« Colomb, le libre, cherche un langage

qu'il n'a pu trouver ici,

et il cherche l'or dans les crânes de nos ancêtres au grand cœur.

Il s'est rassasié de nous vivants

et de nous morts.

Alors pourquoi est-il déterminé à mener sa guerre d'élimination

depuis la tombe, jusqu'à la fin ? »

Les peuples autochtones doivent être compris à l'intérieur de cette structure qui persiste après l'événement initial de l'invasion, décrit par Darwish comme « une guerre d'élimination » même après la mort.

Indignité et droit international

Après les Accords d'Oslo, les dirigeants palestiniens laisseront tomber une bonne partie de leur discours révolutionnaire et adopteront un récit adapté au cadre du droit international. L'ONGisation de la Palestine et la focalisation sur les agendas des donateurs étrangers qui ont émergé d'Oslo ont aussi conduit une grande partie de la société civile palestinienne à se servir de termes fondés sur le droit international pour exprimer les demandes sur leurs droits. En 2007, les Nations Unies ont adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) s'efforçant de promouvoir les droits des peuples autochtones globalement, dans le cadre d'une législation internationale. Alors que beaucoup ont célébré l'UNDRIP malgré son statut de document non contraignant, elle a aussi provoqué de sévères critiques et des débats, particulièrement de la part de communautés indignées qui pensaient qu'elle était non seulement limitée dans sa description des peuples autochtones, mais qu'elle ne permettait pas non plus la souveraineté des autochtones, étant donné le caractère central accordé au maintien de l'intégrité territoriale des États nations existants.

Suivant les paramètres principaux du droit international, l'UNDRIP prend l'état comme un cadre donné juridique et politique, comme il est noté dans l'[Article 46\(1\)](#):

« Rien dans cette déclaration ne peut être interprété comme impliquant pour un État, un peuple, un groupe ou une personne quelconques le droit de s'impliquer dans une activité ou d'accomplir un acte contraire à la Charte des Nations unies, ou entendu comme autorisant ou

encourageant quelque action que ce soit qui d'embrerait ou réduirait, totalement ou en partie, l'intégrité territoriale ou l'unité politique des États souverains et indépendants ».

Alors que l'UNDRIP se réfère formellement au droit à l'autonomie, il exclut le droit à l'autodétermination nationale indépendante et à la souveraineté externe, qui reste une aspiration pour beaucoup de peuples autochtones, dont les Palestiniens. La déclaration se réfère plutôt à l'autonomie ou à l'auto-gouvernement autochtone dans les affaires intérieures dans le but de préserver l'identité culturelle. Elle sape donc beaucoup des aspirations politiques des peuples autochtones, en tant qu'elles sont entendues par les communautés elles-mêmes. Bien sûr, « souveraineté » signifie différentes choses pour différents peuples autochtones, allant de l'auto-gouvernement intérieur, de la préservation et de l'intégrité culturelles, à l'auto-gouvernement extérieur via un processus de décolonisation.

Le premier sens signifie l'autonomie intérieure de structures étatiques alors que le deuxième indique une déconstruction des structures de pouvoir existantes.

Cette approche analytique juridique de l'indigénisme voit aussi le colonialisme comme un événement et non comme une structure. En choisissant de formuler le colonialisme comme un processus continu et donc en choisissant d'utiliser le cadre du colonialisme d'occupation la déclaration ignore beaucoup d'injustices historiques et contemporaines et saute une situation « post-conflit » en ignorant l'existence des États coloniaux contemporains. De plus, la déclaration manque d'une discussion sérieuse du processus de décolonisation et des éléments qui pourraient constituer un tel processus, comme des procédures juridiques historiques ou le rapatriement. Essentiellement, la légalisation des combats indigènes limite les manières et les voies autochtones pour imaginer un avenir décolonisé.

C'est pourquoi l'UNDRIP non seulement sape les aspirations politiques de nombreux peuples autochtones, mais les limite aussi à une certaine définition. À cause de cela, beaucoup de ceux travaillant sur la suppression par Israël des droits palestiniens intérieurs du champ du droit international ont préféré d'autres cadres, comme ceux de l'apartheid, particulièrement parce que l'apartheid est considéré comme un crime sérieux selon le droit international et attire une solidarité internationale dans le combat contre lui. Cependant, hors du droit international, il est clair que l'apartheid et l'indigénisme ne sont pas des termes mutuellement exclusifs et que l'apartheid a été un mécanisme par lequel contrôler et gérer des peuples autochtones.

[la légalisation des combats indigènes limite les manières et les voies autochtones pour imaginer un avenir décolonisé. Cliquez pour twitter](#)

Pourtant l'utilisation de l'indigénisme est plus complexe dans le cas palestinien. Par exemple, certains de ceux qui promeuvent les droits des BDS palestiniens dans la région du Naqab ont utilisé l'indigénisme pour garantir des droits pour ce groupe. Mais plutôt que d'affirmer les droits des BDS en tant qu'ils forment une partie du peuple palestinien et donc de travailler à établir leurs droits collectifs et individuels, l'indigénisme a servi comme un mécanisme de fragmentation. En privilégiant l'indigénisme BDS sans prendre en compte d'autres autochtones palestiniens, cette stratégie de revendication met les BDS dans une catégorie de minorité, arrache leur situation de ses contextes arabes et palestiniens et renforce le stéréotype des peuples indigènes comme tribaux et figés dans le temps².

Reconnaître les Bédouins palestiniens comme ayant une culture et une identité distinctes tout en étant part de la communauté plus large du peuple palestinien est crucial pour une compréhension nuancée de leur combat. L'exemple des Bédouins palestiniens souligne les intersections importantes entre indigénisme et nationalisme, démontrant que les deux ne sont pas mutuellement exclusifs. Au contraire, l'indigénisme peut rendre collective l'expérience d'un combat national.

Il est important de noter que les critiques du présent commentaire et ses réserves en ce qui concerne l'évolution des discours juridiques et des catégories d'indigénisme ne conduisent pas à suggérer de rejeter ces discours entièrement. Cette analyse vise au contraire à souligner les limites de « l'indigénisme juridique » en particulier, et celles du droit international en général, et à indiquer le besoin d'incorporer une interprétation plus holistique de l'indigénisme et des aspirations autochtones de décolonisation dans le récit national palestinien.

Un avenir autochtone

Aujourd'hui, les Palestiniens continuent d'être géographiquement fragmentés en Israël, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza et sont dispersés en exil dans le monde entier. L'indigénisme connecte ces fragments en une seule expérience à travers le processus du colonialisme d'occupation, aussi connu comme la « Nakba perpétuelle », ou *al-Nakba al-mustimirrah*. Elle connecte aussi ces fragments à la Palestine, leur centre de gravité. L'indigénisme comme paradigme et comme identité offre un focus et un recentrage aux peuples autochtones, qui traversent les cultures, les langages et les épistémologies. Elle place au centre la connaissance et l'interprétation autochtones, particulièrement la résistance à l'invasion et aux tentatives d'effacement. Elle offre une nouvelle manière radicale de penser la connaissance et la production de connaissance, en particulier en s'interrogeant pour déterminer quelle connaissance et quelles sources historiques sont considérées valables et fiables.

Ce paradigme n'augmente pas seulement la compréhension par les Palestiniens de leur passé et de leur présent, elle stimule aussi leurs pensées sur l'avenir. L'indigénisme réclame que les Palestiniens recentrent leur lutte sur la décolonisation et la libération pour tous les Palestiniens. En ce sens, elle rend les cadres actuels de « territoire » et de « négociations » peu satisfaisants en ce qui concerne l'acquisition de la liberté et de la justice. Les futurs palestiniens doivent être discutés dans tous leurs fragments, et ceci ne peut être fait qu'à l'intérieur d'une compréhension du sionisme comme projet colonial qui fait du peuple palestinien un peuple autochtone. C'est la rencontre coloniale qui a créé l'autochtone et sa nouvelle réalité politique. L'indigénisme devrait donc être traité comme une réalité politique dont la transformation vient avec la décolonisation.

Exploiter l'indigénisme comme outil pour obtenir la souveraineté et les droits palestiniens est confronté à des sérieux défis. La résurgence de l'indigénisme et l'analyse coloniale restent en majeure partie confinées au monde académique et à certains espaces militants, leur traduction dans l'arène politique reste limitée. La représentation politique palestinienne à l'intérieur d'Israël a surtout cherché à obtenir des droits « égaux » à l'intérieur du cadre de l'état et l'Autorité palestinienne cherche à établir un état en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza (bien que ceci soit maintenant mis en question) dans les paramètres

juridiques internationaux. Toutes deux ont Ã©chouÃ© non seulement Ã atteindre leurs objectifs politiques, mais aussi Ã incorporer adÃ©quatement la question des rÃ©fugiÃ©s palestiniens et leur droit au retour et Ã la restitution.

[L'indigÃ©nisme offre une maniÃ©re de repenser le projet politique palestinien, en comprenant tous les Palestiniens comme peuple autochtone faisant face Ã une tentative d'effacement. Cliquez pour twitter](#)

Les concepts d'indigÃ©nisme et de nationalisme se contredisent et se recoupent un autre, tout ensemble. Les peuples autochtones peuvent avoir et ont de fait des aspirations nationalistes. Exactement comme d'autres communautÃ©s, ils sont pluralistes et leurs structures et leurs aspirations politiques et Ã©conomiques peuvent changer. Pourtant une structure persistante d'Ã©limination, essayant d'effacer leur indigÃ©nisme tout comme leurs espoirs de constituer une nation, dÃ©finit leur expÃ©rience et leurs aspirations. L'indigÃ©nisme en consÃ©quence offre une maniÃ©re de repenser le projet politique palestinien comme un projet plus englobant qui comprend tous les Palestiniens, oÃ¹ qu'ils puissent Ãªtre, en tant que peuple autochtone faisant face Ã une tentative d'effacement.

De plus, l'indigÃ©nisme dÃ©mystifie le projet sioniste comme quelque chose d'unique Ã la Palestine et le place dans un contexte global des projets coloniaux d'occupation. Cela permet aux Palestiniens de tisser des liens de solidaritÃ© avec d'autres peuples autochtones et de reconnaître l'entrelacement des fils de l'oppression. ConsidÃ©rer un futur dÃ©colonisÃ© est une partie importante du recadrage du paradigme politique. En effet la lutte de la Palestine pour la libertÃ© et la justice doit Ãªtre recalibrÃ©e afin de re-centrer les visions palestiniennes pour l'avenir, au lieu d'une vision unique imposÃ©e par des forces extÃ©rieures dÃ©terminÃ©es Ã maintenir le statu quo.

[Ahmad Amara](#)

Ahmad Amara, expert politique d'Al-Shabaka, est avocat des droits humains et diplômé d'un programme de doctorat conjoint en histoire et en études hébraïques et juives à l'université de New York. Avant de s'engager dans sa thèse, Amara a été employé pendant trois ans comme instructeur clinique et Global Advocacy Fellow dans le programme sur les droits humains de l'École de droit de Harvard. Amara a obtenu un LLB et un LLM [équivalent d'une licence et d'un master] de l'université de Tel-Aviv et un deuxième master de droit international sur les droits humains de l'université d'Essex au Royaume-Uni. Amara est l'auteur de plusieurs publications, dont le volume collectif à Indigenes (In)Justice: Human Rights Law and Bedouin Arabs in the Naqab/Negev chez Harvard University Press.

[Yara Hawari](#)

Yara Hawari est experte politique sur la Palestine à Al-Shabaka: The Palestinian Policy Network. Elle a obtenu un doctorat en politique du Moyen-Orient à l'université d'Exeter. Ses recherches se focalisent sur des projets d'histoire orale et de politique de la mémoire, dans le cadre plus large des études autochtones. Yara a enseigné différents cours de premier cycle à l'université d'Exeter et continue à travailler comme journaliste freelance, publiant pour différents organes de presse, dont Al Jazeera English, Middle East Eye et The Independent.

Trad. : CG pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [Al Shabaka](#)

1 NDT: Notre traduction, dâ??aprÃ©s lâ??anglais. Elias Sanbar a donnÃ© une traduction remarquable de lâ??intÃ©gralitÃ© de ce poÃ©me et de plusieurs autres dans Mahmoud Darwish, *Au dernier soir*, trad. E. Sanbar, Actes Sud, Arles, 1994.

2 Et ceci malgrÃ© le fait que les BÃ©douins palestiniens ont une [longue histoire](#) dâ??actions Ã leur initiative en dÃ©fense de la maniÃ¨re de vivre et de leur identitÃ©.

date crÃ©Ã©e

2019/08/13